

Une voix: Parlez-nous du Trident.

M. Roy: Et l'Arrow?

M. Gray: Ce fut également une décision d'un gouvernement conservateur et cela faisait également partie de sa politique économique que, de suivre l'exemple du cartel de l'OPEP et de soumettre le prix que les Canadiens doivent payer pour le pétrole et le gaz à toutes les fluctuations provoquées par les producteurs internationaux. D'un seul coup, ils auraient enlevé aux entreprises canadiennes leur atout concurrentiel, étant donné que nos ressources énergétiques nous placent au premier rang des pays industrialisés.

[*Français*]

Cette question relative au prix du pétrole était en effet vitale pour la relance de notre économie, et elle le restera encore longtemps. L'industrie canadienne, pour être concurrentielle sur les marchés étrangers et pour rester à l'avant-garde du progrès technologique, doit faire appel à tous les événements susceptibles de la favoriser par rapport à ses concurrentes. Nous avons certes une main-d'œuvre hautement spécialisée. Nous avons aussi une excellente base technologique dans la plupart des domaines où les marchés sont en train de se développer. Mais nous avons aussi un problème créé par la petite taille de notre marché comparé à l'étendue de notre territoire. Il nous faut donc miser à fond sur ce que nous avons en propre, de plus précieux, c'est-à-dire nos richesses naturelles, et c'était précisément ce que les progressistes conservateurs ne voulaient pas faire lorsqu'ils avaient décidé d'augmenter le prix du pétrole canadien au niveau international.

[*Traduction*]

Que contenait en outre le programme conservateur pour l'avenir de notre économie? Bien sûr, nous avons eu droit à un budget conservateur qui équivalait à la pire razzia sur le contribuable, budget qui a été défait carrément à la Chambre, puis aux urnes.

Une voix: Nous ne passons pas des mesures en douce le vendredi après-midi.

M. Gray: Et les conservateurs comptaient céder des pouvoirs essentiels sur les richesses naturelles et l'économie, pouvoirs grâce auxquels le gouvernement fédéral, et seul le gouvernement fédéral, peut servir toute la population.

Enfin, au cours du bref intermède conservateur, il a été question de monter une grande conférence—and j'utilise le mot «monter» à dessein—afin de permettre aux entreprises et au gouvernement, peut-être à d'autres, d'examiner les problèmes et les perspectives économiques. On parlait toujours de ce projet même si le développement industriel réclamait une action immédiate. Je le répète, rien n'a été fait pour conserver les 40,000 emplois canadiens directement liés à la survie de Chrysler du Canada. Ils n'ont rien fait non plus pour lancer l'industrie micro-électronique canadienne dans le monde ultra-concurrentiel des années 80, ni pour instaurer une politique industrielle cohérente dans tout le Canada. Le gouvernement conservateur s'est contenté de se préparer à tous ces entretiens qui ne devaient avoir lieu que l'automne prochain.

M. Wilson: Qui sont les responsables du chômage?

M. Gray: L'attitude adoptée par les députés d'en face, quand ils étaient au pouvoir, en ce qui concerne leurs responsa-

Développement économique

bilités économiques, était tout à fait logique. Elle était conforme à cette vieille idéologie conservatrice qui considère toute intervention étatique dans l'économie comme une intrusion dans le secteur privé, et croit dur comme fer au concept d'Adam Smith à propos de la main invisible des forces du marché. Faut-il s'étonner alors que ce gouvernement n'ait pu fonctionner? Ce laissez-faire conservateur qui date du XIX^e siècle est irréaliste et ne tient aucun compte des besoins actuels en matière de croissance économique soutenue et décentralisée.

● (1640)

Après tout, nous vivons une période d'incertitude économique, où le Canada, comme tous les autres pays, est aux prises avec une inflation persistante, des taux d'intérêt toujours trop élevés, bien qu'ils soient certes moins élevés que lorsque les Conservateurs étaient au pouvoir, une période de faible croissance économique, de forte augmentation des coûts de l'énergie, de menace de pénuries, et de chômage trop élevé au goût de tout le monde. En outre, si l'on sonde l'avenir à court et moyen terme, on doit affronter les sombres prévisions exposées dans le dernier rapport de l'OCDE, publié la semaine dernière. Nous devrons aussi affronter une concurrence croissante sur les marchés internationaux à la suite des accords du GATT, et nous devons nous attendre à subir les effets d'une forte croissance de l'aide gouvernementale à l'industrie chez nos principaux partenaires commerciaux.

Compte tenu de tout cela, peut-être plus que jamais dans notre histoire, le gouvernement canadien doit aujourd'hui assumer une très lourde responsabilité, celle de participer directement et énergiquement à l'évolution de notre économie, de promouvoir vigoureusement l'exploitation et l'utilisation optimales de toutes les ressources humaines, naturelles et financières du Canada.

Le gouvernement libéral est parfaitement conscient du nombre et de l'ampleur des problèmes de notre économie. Nous savons qu'il n'existe pas de solution miracle, surtout que les États-Unis, qui sont notre principal client, traversent actuellement une période de forte récession. Toutefois, nous avons assumé pleinement la responsabilité qui, croyons-nous, incombe au gouvernement fédéral, soit d'user de tous les moyens à notre disposition pour protéger et améliorer le bien-être économique et social de la nation autant qu'il est possible de le faire, en demeurant réalistes, dans notre univers interdépendant.

Voilà l'engagement que nous avons pris envers les Canadiens. C'est un engagement que nous entendons tenir en nous conformant aux cinq principes de développement industriel énoncés par le premier ministre (M. Trudeau) durant la dernière campagne électorale. Ces principes sont les suivants: profiter de nos ressources énergétiques pour bâtir une industrie compétitive dans le monde entier; veiller à ce que le gouvernement fédéral participe activement au développement industriel; renforcer notre secteur de la recherche et du développement; encourager les entreprises indépendantes appartenant à des Canadiens; et enfin, accroître le contrôle national de notre économie tout en tirant le plus d'avantages possible des capitaux étrangers déjà investis au Canada.